

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Intervention de Gérard Filoche, au Bureau national du PS, le mardi 26 Mars 2013

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : mercredi 27 mars 2013

Démocratie & Socialisme

Harlem a raison de souligner que la situation est sérieuse, qu'elle est tendue. Certes nous avons le gouvernement le plus à gauche d'Europe,

Nous faisons la politique la moins mauvaise par rapport aux autres pays. Mais cela ne suffit pas par rapport à la situation et aux besoins de nos électeurs

Certes il n'existe aucune autre issue à gauche, il n'y aura pas une deuxième gauche qui « gagnera » si nous échouons, Nous sommes derrière notre gouvernement, mais il faut qu'il réoriente sa politique. Tout ce qui est en jeu, est en jeu, ici, entre nous.

J'ai entendu François (Rebsamen) à l'instant dire que 80 % des Français s'estimaient contents de leur sort individuel, et, au dernier BN, Pascal (Terrasse) dire qu'on vivait mieux ici, en France. Je ne le crois pas, nous avons 5,1 millions de chômeurs, et cela augmente dramatiquement, c'est un cancer qui ronge, nous avons 10 millions de pauvres, ça va très mal !

Je crois que l'attente s'est transformée en impatience, et maintenant en presque colère. Il ne suffit pas de « faire mieux qu'ailleurs » pour répondre aux urgences sociales. Il y a un décrochage entre nos électeurs et nous, et ça s'est vu encore dans les votes de l'Oise.

Nous sommes assis dans un TGV, à nos places réservées, il y a de la lumière, nous avons nos ordinateurs, nous roulons à 300 à l'heure, et nous allons tout droit dans le mur. C'est l'UMP-FN qui reviendront, Copé propose déjà de privatiser les 4/5e de l'État et de faire une austérité puissance 100.

Nous paierons le prix d'une absence de politique sociale suffisante en 2014 et 2015, qu'on ne vienne pas alors nous dire que nous n'étions pas avertis, j'ai vécu comme vous mars 1993 et le 21 avril 2002, cela va revenir, pareil, une déroute, si nous ne corrigeons pas l'orientation actuelle.

En Europe d'abord, le camarade Pierre Moscovici, dans la presse, affirme qu'il s'est opposé au premier plan du conseil des 17 ministres européens des finances, contre le peuple chypriote. Mais sa voix, la voix de la France n'a visiblement pas été entendue, alors il a voté à l'unanimité le dit plan pour prendre dans les dépôts des petits épargnants. Ça s'est révélé un hold-up intolérable, c'est la dictature financière qui violait elle même ses règles prétendument les plus « sacrées » et fragilisait l'euro et toute l'Europe. L'UE a été obligée de revenir sur ce premier plan à Chypre sous la pression du peuple. Comme au Portugal (ou il y a eu 1,5 millions de manifestants, l'équivalent de 10 millions, chez nous). Il y a deux peuples qui ont montré la voie et fait reculer la troïka, UE BCE FMI, c'est au Portugal et à Chypre.

Pierre Moscovici et Bernard Cazeneuve ont expliqué dans Médiapart et à Reuters qu'ils avaient suivi et voté le (mauvais) plan « *pour ne pas ajouter de la crise à la crise* ». C'est ce qu'on fait depuis huit mois : avec le TSCG, avec le « pacte de croissance » (défunt), avec le désastreux budget européen. Mais il est plus que temps de s'interroger, cette diplomatie échoue, on a la crise quand même et elle s'aggrave de plus en plus.

L'Europe et l'euro vont dans le mur aussi à 300 à l'heure. Sauf à dire stop et à changer la règle infernale du jeu imposé par la finance.

Ici, chez nous, on a donné 20 milliards aux patrons sans contrepartie, et maintenant, on leur donne une loi transcrite de l'ANI. Depuis 80 ans, quand on regarde ce qu'a fait la gauche en 1936, en 1945, en 1981, en 1997, cette loi est la

première et pire loi réactionnaire contre le droit du travail... Jamais vu ça ! Personne ne pourra la défendre, personne d'ailleurs, déjà, ne la défend sérieusement. C'est un coupe-gorge que de la transcrire.

On veut amadouer le Medef ? Ça ne marchera pas ! Ce sont nos ennemis, ils veulent nous faire perdre. Mme Parisot réclame déjà 20 autres milliards. Elle a déclaré le 3 février sur RTL que « *si l'ANI n'était pas transcrit comme elle le voulait, elle le ferait savoir suffisamment auprès des investisseurs étrangers pour les alerter sur la véritable situation en France* ». C'est clair. La loi issue de l'ANI, c'est pour les agences de notation, contre les salariés.

C'est un projet de loi contre les femmes à temps partiels qui vont être encore plus flexibilisées, il n'y aura pas un précaire de moins, pas un chômeur de moins, il y a des contrats à durée déterminés intermittents, il y aura moins de CHSCT, moins d'IRP, les CE devront payer 20 % aux patrons sur les expertises, les critères sociaux protégeant les licenciés sont gommés, les assurances privées vont toucher le pactole des « complémentaires », les mutations seront forcées, les plans de maintien de l'emploi sont pires que la loi Warsmann de Sarkozy, ça fera baisser les salaires, le chantage à l'emploi s'exercera à plein, les plans de licenciements seront fast, quick, expédiés, facilités, les salariés ont moins accès aux prud'hommes, il n'y a rien, rien, rien de positif dans ce projet de loi. Nous avons distribué des tracts dans la campagne électorale contre tout cela. Si cela avait été la droite nous serions tous dans la rue.

On me dit que le SPD se mord les doigts aujourd'hui d'avoir fait les accords Hartz IV, Nous nous mordrons les doigts si nous faisons cette loi issue de l'ANI Medef. Dans un ou deux ans, les gens nous en voudront, nous le regretterons tous, ici, j'ai déjà entendu des regrets comme ça, ici, après le 21 avril 2002.

Mais c'est avant qu'il faut changer les choses. C'est encore temps.

L'ANI ne fera pas reculer le chômage, les patrons se jetteront sur les pires aspects de la nouvelle loi avant la fin de l'année pour multiplier les plans sociaux et nous couler. Nous n'inverserons pas la courbe du chômage avec cette politique, la flexibilité, ça augmente le chômage, ça ne le diminue pas. Nous n'aurons pas les 3 % d'équilibre budgétaire, encore moins les 0,5 % en 2017.

Nous allons dans le mur si nous ne corrigeons pas, en faisant le plus vite possible le choix de la relance, la hausse des salaires, la redistribution des richesses par une fiscalité plus forte, par un renforcement du droit du travail, pas par son affaiblissement.